

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Monsieur Michel Camdessus (séance du lundi 14 octobre 2002)

Edouard BONNEFOUS : Je voudrais apporter deux précisions. Le conférencier a tendance à croire ou à nous laisser croire que les problèmes de la nature ne jouaient jadis pas le rôle qu'ils jouent maintenant et qu'au moment même de la création de l'ONU peu de gens s'en préoccupaient. Ce n'est pas tout à fait exact. Je vous citerai un cas personnel. Jean Rostand en 1950 m'a dit : « Je suis trop vieux et j'ai trop de tâches pour me battre en faveur de l'environnement. Je compte sur vous pour le faire si vous vous engagez dans cette bataille et le premier livre que vous ferez là-dessus, je le dédicacerai. » C'est ce qui s'est passé. Le petit reproche que je me permets de vous faire tient à ce que vous avez tendance à placer les problèmes de l'écologie par rapport à la misère du monde, mais ça n'est pas exactement le problème actuellement. La menace qui pèse sur nous vient du fait que les vrais problèmes de la nature mettent en cause l'avenir même de l'humanité, qu'elle soit pauvre ou riche. Par conséquent, que peut-on faire ? Voilà comment je poserais la question. Que doit-on faire pour que la dégradation de la nature ne remette pas en cause l'avenir de l'humanité toute entière ?

*
* *

Bernard d'ESPAGNAT : Vous avez parlé, d'une part, des grandes conférences, comme celle de Rio, dans lesquelles les considérations sociales et environnementales ont été mises en avant et, d'autre part, des grandes institutions internationales, comme la Banque mondiale, le FMI etc. Mais votre discours est-il entendu actuellement dans ces organisations, au FMI par exemple ? Et s'il est endossé par ces institutions, il me semble que vis à vis du grand public, le message ne passe pas. C'est du moins le sentiment que l'on a à la lecture des articles de journaux consacrés aux actions du FMI en Indonésie ou ailleurs. Si le FMI, la Banque mondiale et les autres suivent vraiment la ligne que vous avez définie, il semble qu'il y aurait un grand effort d'information du public à faire afin que celui-ci prenne la pleine mesure de la politique suivie.

*
* *

Alain PLANTEY : Il se trouve que j'ai à un moment de ma vie participé à une vision très différente du problème évoqué aujourd'hui. J'avais été chargé de dire à M. Ortolini que la France ne consentirait pas à certaines obligations du Marché Commun si les institutions communautaires ne prenaient pas en compte le rapport privilégié qu'elle avait avec l'Afrique ainsi que le système qu'elle avait mis en place en faveur des territoires d'outre-mer. Pour moi le Nord n'existe pas, les pays y sont en compétition, les firmes aussi. La loi du marché n'est pas favorable à la générosité ! Et il n'y a pas de politique unique. Quant au Sud, il n'existe pas davantage. Les pays y sont dans des états très différents de développement, dans la misère, parfois l'anarchie. Beaucoup de pays où l'on allait sans problème il y a 25 ans nous deviennent inaccessibles ! La question est la suivante : l'approche globale et mondiale est-elle utile, possible ? Ne faudrait-il pas en revenir à des visions plus pragmatiques ? La

Communauté a mis en place le régime des pays associés, 77 je crois, mais comment peut-on répartir toutes les chances entre 77 pays ? D'ailleurs on va se trouver très rapidement en contradiction avec les règles de l'OMC.

Ne devrait-t-on pas tout de même admettre que chacun choisisse son interlocuteur ? Pourquoi alors la France manque-t-elle à sa mission à l'égard des pays francophones à l'intérieur des pays d'Afrique ? Je ne veux pas dire que la France pourrait les stabiliser de façon définitive et complète, mais je constate depuis 25 ans une telle dégradation dans ces pays que je ne peux la séparer de la perte d'influence ou d'aide, ou disons de fraternité, des Français à l'égard de ces pays. Nous avons des responsabilités auxquelles nous avons échappé. Il faudrait jouer plutôt la partie de façon très pragmatique, modeste ; c'est peut être du paternalisme, peut être !

*
* *

Emmanuel LE ROY LADURIE : Pensez-vous faire quelque chose pour le Jourdain ?

*
* *

Jacques de LAROSIERE : Je souhaite poser trois questions.

1/ *Quid* des écarts de revenus au sein d'un certain nombre de pays émergents ou en développement ? Tant que les inégalités sociales sont aussi criantes qu'en Amérique latine par exemple, peut-il y avoir politiquement l'acceptation d'une sorte de solidarité entre Etats au titre de laquelle le Nord apporterait des ressources ? Le corps politique du Nord peut aussi se demander s'il n'y a pas d'abord un travail de justice sociale à effectuer ? C'est ma première question.

2/ Ne croyez-vous pas que le commerce mondial et son ouverture aux pays en développement est un élément déterminant du progrès économique et donc du progrès social ? J'ai quelquefois tendance à penser que plutôt que de mettre en œuvre tant de programmes et tant d'incitations, il conviendrait d'ouvrir un peu nos marchés aux productions de ces pays.

3/ Compte tenu de votre expérience si riche au FMI, que pensez-vous du rôle de la Banque mondiale en tant qu'agent de financement du développement en matière d'environnement ? A-t-elle été très active ? Moyennement active ? Je suis toujours un peu étonné de voir tous ces groupes non gouvernementaux attaquer la Banque mondiale, alors qu'ils m'apparaissent comme des alliés objectifs de la Banque mondiale.

*
* *

Yvon GATTAZ : De façon consciemment réductrice, je voudrais parler du développement durable vu par les entreprises. La démarche a été un peu la même qu'au niveau mondial. Il y a eu d'abord une dualité de l'économique et du social. Longtemps, on a dit que les intérêts étaient divergents et que cela irait en s'accroissant. Or il se trouve que nous sommes un certain nombre à vouloir éviter dans l'entreprise les mots générosité, solidarité, altruisme, qui ne sont pas des mots de l'entreprise. Et nous parlons d'intérêt, d'intérêt bien compris, de tous, pas uniquement des actionnaires, mais aussi des salariés, des clients, de

l'Entreprise. Et là, c'est un mot qui porte. En termes d'intérêt bien compris, et non pas étroitement limité, nous arrivons à faire un lien extraordinaire entre l'économique et le social. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il y a une communauté d'intérêts et d'objectifs. Et c'est cela qui va sauver les liaisons entre les salariés et les entreprises. L'économique contiendra le social à part entière.

On a ajouté un troisième point : l'environnemental. On rajoute un tiers, mais ça multiplie les liaisons par trois. On multiplie les difficultés de façon extraordinaire. Il faut donc un arrangement entre l'économique et le social, entre l'économique et l'environnement, et entre le social et l'environnement. Les plus optimistes disent qu'il s'agit d'un cercle pourvu de trois points et qui roule bien. D'autres disent que c'est un triangle qui s'oppose à toute rotation. Je crois qu'en termes d'intérêt, on va réussir, et que peu à peu la soif de l'or des chefs d'entreprise, un peu ancienne et limitée à quelques entreprises bien particulières, - *Auri sacra fames*, comme s'exclamait Virgile - devient démodée. Il y a de nombreux chefs d'entreprise dans le monde qui ont d'autres buts que d'amasser des fortunes. Donc, je crois beaucoup que sur le plan de l'entreprise, le développement durable n'est pas un gadget, c'est une vérité très profonde, un but que poursuit tout le monde. Ma question : êtes-vous aussi optimiste pour le monde entier, pour le monde des Etats, que je le suis pour le monde des entreprises ?

*
* *

Jacques LEPRETTE : Je veux me limiter à la méthode. Vers la fin de votre exposé, vous avez parlé du « jeu sauvage des forces du marché ». Comment parvenir à orienter ce jeu, ces forces, d'une manière un peu maîtrisée ?

Or actuellement, il y a deux grandes thèses qui essaient de s'imposer. La première consiste tout simplement à recourir au droit, à l'expérience que les communautés étatiques ont acquises dans ce domaine, et par conséquent, en ce qui concerne l'Europe, pourquoi pas à une Constitution ? Certains s'emploient à l'exercice et de divers côtés, des ateliers y travaillent.

La deuxième formule a subi l'épreuve de la réalité, de cette espèce d'incohérence qui a fait que de 1948 à 2002, la construction européenne ne s'est jamais arrêtée et n'a donné que de bons résultats. Ce que je dis est un peu provocateur, mais c'est un fait. Nous avons fait de multiples traités ; dans la Communauté européenne, on sait rédiger un traité. Néanmoins, de temps en temps, on met de côté un traité qui n'a pas donné satisfaction, on s'arrête, on fait la pause, on reprend le dossier quelques temps après, etc. C'est donc une formule qui a les apparences de la confusion, mais qui cependant nous a permis d'atteindre des objectifs absolument gigantesques.

J'aimerais savoir quelle est la méthode qui aurait votre préférence ? Faut-il à tout prix rédiger une Constitution, ou faut-il poursuivre dans cette quête de la solution pratique à des problèmes définis, que nous connaissons heureusement un peu en Europe.

*
* *

Henri AMOUROUX : Je voulais vous demander. Y a-t-il ou n'y a-t-il pas des experts ? Sont-ils ou ne sont-ils pas consultés ? Comment peut-on sérieusement promettre de l'eau pour 400 000 personnes par jour sans autre forme de procès ? Est-ce que promettre sans tenir n'est pas dévaluer considérablement les promesses ? Ou alors l'homme a-t-il tellement changé que ceux qui n'ont pas tenu les promesses hier, tiendront les promesses demain ?

*
* *

Jacques DUPÂQUIER : En vous écoutant, on se convainc que, sur le papier, on pourrait effectivement faire progresser le développement durable, mais permettez-moi d'être un peu sceptique. J'ai l'impression que le développement échappe dans une grande mesure à ses acteurs. Je ne sais pas si nous mesurons bien l'ensemble des facteurs. C'est un système qu'on contrôle mal, d'où l'échec des politiques de développement. Le développement jusqu'ici a été le fait des acteurs économiques bien plus que des dirigeants. Et pour compliquer la chose, est-ce qu'une condition nécessaire, particulièrement pour l'Afrique, ne serait pas la stabilité politique ? Il ne peut y avoir aucun développement durable dans des pays qui sont perpétuellement en guerre civile, en révolution. L'Amérique latine semble être sortie du sous-développement dans la mesure justement où elle a beaucoup progressé sur le plan de stabilité politique. Permettez-moi aussi une remarque désenchantée : j'ai l'impression que le développement, presque partout dans l'histoire, et au moins dans un premier temps, s'est fait sous le signe d'une inégalité grandissante et de saccage de l'environnement et que c'est plus tard seulement, après l'avoir digéré, qu'au mot développement on peut ajouter l'adjectif durable.

Enfin, une question très concrète en ce qui concerne les aides au tiers monde, dont nous savons tous qu'elles ont été peu efficaces. Est-ce que le moment n'est pas venu de les repenser complètement, d'arrêter ou presque, l'aide aux Etats, qui est détournée souvent de son but et qui peut même avoir des effets pervers. Ne conviendrait-il pas de développer fondamentalement dans ces pays là l'aide aux entreprises ? Je rejoins mon confrère Gattaz : l'esprit d'entreprise, est-ce que ce n'est pas fondamentalement ce qui manque à l'Afrique pour un développement durable ?

*
* *

Marcel BOITEUX : Je m'associerai aux questions que vient de poser notre confrère Dupâquier. L'aide au développement, c'est très bien, mais comment faire vis-à-vis de la corruption d'une part, de l'anarchie d'autre part ? La corruption, ce n'est pas un problème facile parce que, dans nombre de pays d'Afrique en tout cas, en tout cas, un peu de corruption permet de compléter utilement la rémunération des fonctionnaires : c'est leur traitement. Tout est un problème de mesure : si l'on exagère, c'est la corruption, si l'on n'exagère pas, c'est la norme. Il semble bien, en tout cas, qu'une partie importante de l'aide occidentale n'ait pas abouti là où on pensait. Ne serait-il pas préférable de concevoir les aides d'Etat à Etat en les ciblant : une route, un pont ? Mais dans ce cas, le chef d'Etat concerné ne manquera pas de protester : « Nous sommes majeurs et nous sommes assez grands pour faire nos choix nous-mêmes ! » Il y a là un optimum à trouver entre l'aide noble mais non ciblée qui fut trop souvent gaspillée et l'aide ciblée qui est un peu vexante. Quel genre de compromis peut-on trouver ?

Quant au problème de l'aide dans certains pays où l'anarchie règne sporadiquement, que peut-on faire ? Notre conception occidentale de la démocratie, après deux siècles d'apprentissage, est-elle directement transposable dans des pays où la majorité de la population n'y est pas encore préparée ?

*

Réponse :

A Edouard Bonnefous : Merci pour m'avoir appris quelque chose que j'ignorais, à savoir cette présence de la préoccupation d'environnement au moment même où le système des Nations Unies était porté sur les fonds baptismaux. J'avais en revanche appris qu'au même moment des travaux étaient entrepris d'une manière très approfondie par une équipe de chercheurs dans Huxley et précisément Maritain, que j'ai cité, pour déjà chercher à trouver les moyens de mettre en place une sorte de démocratie mondiale fondée sur un concept de citoyenneté comme base nécessaire de toute organisation à ce niveau. Mais il est tout à fait important que la dimension environnementale ait eu ses prédécesseurs et je pense qu'elle n'aurait pas émergé dans les années 70 si beaucoup ne l'avaient pas porté auparavant. Je suis entièrement d'accord sur le fait que la menace écologique est une menace qui n'est pas ciblée sur tel ou tel pays, mais est une menace de toute l'humanité, riche et pauvre. Cela en effet appelle à une stratégie pour contenir ces risques, qui associe riches et pauvres et qui prenne en compte l'interaction des approches de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement.

A Bernard d'Espagnat : Votre remarque m'a rappelé bien des moments d'indignation. Vous avez fait indiquer que l'image qu'ont les institutions de Bretton-Woods : Banque mondiale, FMI, n'est pas du tout celle de gens si profondément occupés de considérations sociales et a fortiori de préoccupations environnementales. C'est bien vrai. Et je dois même dire que les gouvernements qui sont les actionnaires de ces institutions ne tiennent pas tellement à mettre en valeur cette préoccupation humaniste. Elles sont surtout conçues par les gouvernements comme des instruments pour régler des problèmes ici ou là, faire le travail difficile et, si les choses vont bien, la gloire en revient aux gouvernements. Si les choses sont plus difficiles, eh bien, il y a dans ces institutions des boucs émissaires tout désignés. Tout au long de l'histoire, ces institutions se sont résignées à cela, considérant qu'après tout, être des boucs émissaires, c'est une manière comme une autre de rendre des services à la communauté internationale. Je me suis un peu rebellé contre cela, je dois dire, considérant qu'en fait si ce partage des rôles rend des services dans le court terme aux gouvernements, c'est au fond quelque chose de profondément pervers dans la mesure où cela décrédibilise ces institutions ; leur intervention dans des situations de plus en plus difficiles est souvent reportée dans le temps et donc elles ne peuvent intervenir qu'au moment où il n'y a pas d'autre moyen que de faire de la chirurgie de champ de bataille, alors que si elles avaient été consultées en amont, quelques cachets d'aspirine le matin ou le soir auraient pu suffire à traiter et à enrayer les premiers symptômes.

Cette attitude des gouvernements et son impact sur l'opinion publique sont d'autant plus fâcheux que, s'agissant du FMI en tout cas, il a eu toujours à cœur, peut-être à tort, de ne pas dépenser l'argent des contribuables ou des pauvres pour se bâtir une image plus attrayante.

Vous avez cité l'Indonésie. Un épisode m'a profondément frappé lorsque nous avons commencé à intervenir en Indonésie à la fin de 1997. La crise financière a coïncidé avec d'épouvantables incendies dans la forêt de Sumatra, dont l'impact écologique frappait non seulement l'ensemble de l'Indonésie, mais aussi une grande partie de la Malaisie et même de la Thaïlande. Le FMI a commencé à faire son travail là-bas, rigoureux, sérieux, regardant où en était le budget, que devenaient les crédits et nous avons remarqué par exemple qu'il y avait des crédits considérables pour prévenir les incendies de forêt. Nous avons immédiatement

regardé si cet argent avait été utilisé. Non, cet argent avait été utilisé pour créer une immense installation industrielle pour permettre au fils de M. Suharto de pouvoir lancer une nouvelle voiture automobile qui, évidemment, n'a pas eu un grand succès sur le marché, mais qui, en tout cas, a empêché ce pays de réagir à temps à ces incendies de forêt. Des anecdotes comme celle-là sont évidemment légion.

A Alain Plantey : Vous avez bien raison de dire que le Nord n'existe pas, que le Sud n'existe pas, qu'il y a des Nord et des Sud. Mais je ne partage pas votre avis lorsque vous suggérez que dès que l'on introduit un élément de générosité dans la relation Nord Sud, on se trompe. On se trompe peut-être dans le court terme, pas toujours dans le long terme. Et l'on a vu des instances de générosité dans l'histoire du monde, le Plan Marshall en est une, où finalement la générosité a payé non seulement localement, mais systématiquement. Il s'agit de savoir quelle générosité, comment elle est gérée et on oublie trop que le Plan Marshall par exemple a été l'occasion de l'invention d'un mot honni par la Communauté internationale, mais qui pourtant est une réalité essentielle, qui est le mot « conditionnalité ». Ce sont les Américains qui, dans la gestion du Plan Marshall, nous ont imposé le redressement de nos comptes publics, ont interdit le refinancement des effets à moyen terme de la construction au crédit foncier, et que sais-je.

Je suis en revanche tout à fait de votre avis pour penser que l'approche mondiale qui peut être nécessaire et qui est nécessaire dans bien des cas ne peut pas être suffisante et qu'ici le vieux concept thomiste et maintenant européen de subsidiarité doit s'appliquer. Et pour le développement de l'Afrique, je crois beaucoup plus au NEPAD -à cette relation dont les Africains ont l'initiative- que dans une grande stratégie, une énième grande stratégie pour le développement de l'Afrique au plan mondial. L'approche globale est possible, elle est parfois nécessaire ; elle n'est jamais suffisante. Mais vous dites : « Soyez sélectifs », 75 associés aux ACP, ça veut dire qu'il n'y en a pas véritablement. C'est quelque chose que les Africains nous ont suggéré dans le cadre du NEPAD et que nous essayons de mettre en œuvre. Ils nous disent : faisons un partenariat mais ayons un partenariat privilégié non pas pour les 50 pays africains mais pour les X pays qui réellement appliquent leurs propres engagements de politique, d'équilibre macro économique et monétaire, de meilleure gouvernance, de combat contre la corruption, je viendrai tout à l'heure à ce sujet. Prenons les meilleurs et là, essayons de faire une différence. C'est un concept central du NEPAD.

Et j'ajoute que les Africains ont fait un pas de plus puisqu'ils ont décidé de mettre en place entre eux, à des niveaux sous-régionaux, des structures de contrôle par les pairs comme l'on dit au sein de la Communauté européenne, où les pays vont examiner entre eux ce que font les uns et les autres, s'ils tiennent leur parole, où sont les problèmes et ils demanderont à une instance tierce de venir les aider pour que cet examen, ce contrôle des uns par les autres s'exerce. Ça ne marchera pas tout de suite. Nous savons que dans le cadre de l'Union européenne où nous pratiquons cet exercice depuis 40 ans, il est loin d'être parfait. Néanmoins, il nous a fait faire d'énormes progrès et, pour avoir été quelques temps aux affaires dans ce pays, je sais que nous ne serions pas aujourd'hui dans la Banque centrale européenne et dans l'euro si nous n'avions pas été, des années et des années durant, soumis à cette critique vigoureuse de nos partenaires au sein de la Communauté, critiques qui nous ont finalement soutenus dans nos efforts pour une meilleure gestion macroéconomique et monétaire. J'ajoute que lorsque vous dites que nous devons choisir chacun nos interlocuteurs, c'est à cela que nous venons en effet. Un des problèmes que nous rencontrons dans la communauté du NEPAD est que nous n'allons pas avoir tous les mêmes partenaires privilégiés, mais il y aura probablement un noyau dur de pays que nous jugerons tous comme étant dans l'excellence et qui bénéficieront d'un soutien alors particulièrement important. Par effet d'exemplarité, ceci

pourra aider d'autres pays à avancer. Mais, comme vous le dites, dans ce type de relations là, il s'agit évidemment d'avoir des ambitions modestes.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Vous avez mis le doigt sur le problème du Jourdain et de son aménagement dans une stratégie mondiale de l'eau. Des travaux importants sont en cours. Ils sont maintenant suspendus bien évidemment, mais plus avancés qu'on ne le croit et soutenus par cette conviction qu'il y a en ce moment dans le monde plusieurs dizaines de fleuves, partagés entre divers pays ou servant de frontière à divers pays et les irriguant, et qui sont -d'après les stratèges de ce siècle- des sources potentielles de conflit de la plus grande gravité. Le monde va vers une très grande précarité, une probable insuffisance de l'approvisionnement en eau. Il est bien évident que ceci exacerbe les tensions ; tous les efforts qui peuvent être faits à froid pour établir des autorités régionales de l'eau sont évidemment tout à fait importants et on y travaille dans les institutions financières mondiales ou régionales, ou dans des structures internationales ad hoc (Mékong, Nil, Niger, etc.).

A Jacques de Larosière : Il est bien clair que lorsque l'on parle de la croissance des inégalités dans le monde, elle est faite de deux phénomènes : les écarts de croissance entre les pays et évidemment à l'intérieur des pays. Et comme l'un d'entre vous l'a signalé, le processus de développement en son origine est toujours assez fortement inégalitaire. S'enrichissent le plus vite les gens qui ont accès aux technologies, aux informations, qui sont branchés sur les marchés porteurs et, dans les premières phases du développement, il y a d'abord élargissement de l'éventail des revenus domestiques intérieurs. Mais il y a aussi des pays, et nous voyons ça hier en Amérique latine d'une façon particulièrement aiguë ; c'est le cas surtout au Vénézuela, au Mexique et au Brésil. Le véritable écart est à l'intérieur des pays et ces écarts de revenus deviennent en fait des problèmes macro-économiques parce que ils ne permettent pas d'optimiser véritablement la croissance. Malheureusement, ces écarts touchent si profondément au tissu sociologique et politique de ces pays qu'il est extrêmement difficile pour la communauté internationale d'y intervenir et, pour m'y être risqué en ce qui concerne le Brésil, j'ai eu quelques difficultés avec les autorités de ce grand pays. Il est bien vrai que la communauté internationale à elle seule ne peut pas traiter ces problèmes-là. On ne peut pas faire le bonheur de pays sans qu'ils ne se prennent eux-mêmes en mains. La distribution des revenus est une question qui relève toujours, ultimement, de la décision -ou de la non-décision- des pays souverains.

Comment ne pas être d'accord avec ce qui a été dit sur le primat de la liberté du commerce et de l'ouverture de nos frontières si l'on veut contribuer au développement du Tiers-monde. Nous sommes à cet égard, nous Français, dans une situation particulièrement difficile, dans une situation schizophrène, nous dit-on dans la Communauté internationale, nous sommes perçus comme étant ceux qui, dans la Communauté, sont à l'origine des subventions agricoles, de toutes les chicaneries en matière de normes phytosanitaires etc., et le discours généreux et humanitaire dans lequel nous nous complaisons est très largement décrédibilisé par ces politiques commerciales et de soutien agricole, dont je ne suis pas sûr d'ailleurs qu'elle soit à terme, disons à moyen terme, optimales pour notre pays.

Rôle de la Banque mondiale en matière d'environnement ? J'hésite à répondre à cette question. Je ne peux pas douter de la compétence, de la bonne volonté, des efforts de la Banque mondiale, mais il en est de la Banque mondiale comme du développement durable. Elle est trop puissante, elle est trop large, elle a trop de compétence universelle -il n'est de sujet qui ne soit le sien- qu'elle est dans la situation de mal êtreindre parfois ce qu'elle embrasse. Elle a beaucoup de mal à dégager ses priorités, elle a beaucoup de mal à les faire comprendre...

A Yvon Gattaz : Je crois que ce que vous dites de l'intérêt bien compris s'applique aux entreprises comme aux États. C'est l'intérêt bien compris qui doit nous amener à avoir une stratégie dynamique en matière de développement durable. Il est tout à fait encourageant que les entreprises, de plus en plus, annoncent la couleur et s'expliquent à ce sujet. L'événement majeur de la Conférence de Johannesburg a été cette apparition des entreprises sur le vaste champ des stratégies mondiales. Un problème comme celui dont nous parlons ne peut pas relever seulement de la bonne volonté des États et des moyens qui sont les leurs. Nous parlons des entreprises, mais nous pourrions aussi parler des banques : au cours des 20 dernières années, une des choses qui ont été faites dans le monde a été la privatisation intégrale du crédit, facteur essentiel du démarrage du développement. Comment pourrait-on aujourd'hui, alors que l'essentiel des flux financiers sont privés, comment pourrait-on aujourd'hui parler sérieusement du développement durable sans que les institutions financières privées ne soient des partenaires à ce dialogue ? Il en est évidemment de même de la communauté des entreprises. Je ne crois donc pas que l'on multiplie par trois les difficultés en ajoutant cette dimension supplémentaire, je crois que tout simplement on s'approche un petit peu plus d'une véritable solution.

A Jacques Leprette : Comment peut-on introduire dans la vie de l'économie mondiale le minimum de corps de règles, de régulations, qui permettent un jeu plus ordonné des forces du marché ? Vous nous avez indiqué les pistes qui se proposent en matière européenne, vous avez parlé de la constitution. Je m'en étais tenu pour ma part à l'horizon mondial et ici nous avons un problème très difficile. Lorsque vous considérez ce qui a été fait depuis la crise asiatique en matière d'architecture financière internationale. Vous vous souvenez que dès que cette crise a éclaté, on s'est proposé de tout remettre à plat, de reconstruire, de poser des règles, et l'on s'est rapidement, sans que le débat n'ait été très explicite, orienté, non pas vers la recherche d'un organisme qui puisse poser des règles, mais vers la recherche de standards de règles de bonne conduite, la définition d'un certain nombre de normes de transparence, de règles comptables, de règles de gouvernance d'entreprise, qui pourraient faire l'affaire et se diffuser par capillarité dans le système. On prendrait le système comptable par exemple, qui est reconnu comme le meilleur, le système qui serait le plus transparent en matière de diffusion de l'information, et on établirait un code sur la base des meilleures pratiques. Ce code étant adopté, les autres pays le suivraient. Nous venons de nous rendre compte avec les événements dramatiques de cet été en matière financière, les crises d'Enron, de Worldcom etc. que ce système souple de codes de bonne pratique, finalement ne fait pas l'affaire et qu'il y a dans certains domaines qui nous touchent de si près et d'une manière si importante, où les règles doivent être précises et si possible universelles et au moins européennes, même si ceci implique l'intervention des législateurs. La difficulté est de faire en sorte que, précisément, ces normes puissent être définies et soumises rapidement aux législateurs, mais ceci est tellement difficile que, pour l'instant, je ne vois pas beaucoup avancer les choses.

A Henri Amouroux : Je partage votre indignation, je l'ai un peu provoquée en vous racontant comment on a sorti tout d'un coup d'un chapeau cet engagement de réduire par deux le nombre des gens qui n'ont pas accès à une eau assainie. Il y a des experts, mais il y a aussi une sorte d'ivresse des conférences internationales où il faut finir par décider quelque chose ; tout le monde sait qu'il faut arrêter ce massacre des innocents, des enfants qui meurent parce qu'ils boivent de l'eau souillée. Mais je dirais cependant que si l'ambition est infiniment respectable, elle apparaît démesurée quand on la prend dans sa globalité (400 000

raccordements par jour), elle l'est moins quand on rentre dans le détail. On se rend compte par exemple que, dans ces 400 000 raccordements par jour, il y a les habitants de beaucoup de grandes villes du monde (300 à peu près) pour qui le secteur privé sait ce qu'il faudrait faire. Il suffirait de créer les conditions réglementaires, les conditions juridiques, les conditions financières sans élément de don, qui permettent au secteur privé d'entrer en partenariat avec ces villes pour que bon nombre d'entre elles puissent être raccordées. Et il y a de très grands succès d'ores et déjà. Il y a cependant des risques majeurs à éviter et la catastrophe argentine a certainement fait reculer de quelques années la reproduction d'un remarquable résultat obtenu par des entreprises françaises pour les 13 millions d'habitants de la région de Buenos Aires ; néanmoins, on sait comment il faut faire. Il y a le problème des communautés rurales dans un continent comme l'Afrique où là, il s'agit de trouver des méthodes robustes et simples qui traitent pour les décennies qui viennent, non d'une façon moderne, mais d'une manière plus acceptable, le problème de l'assainissement. Ceci est beaucoup plus difficile. Cela est moins cher. Dans tous les cas, des partenariats Nord-Sud impliquant les entreprises peuvent faire avancer les choses.

A Jacques Dupâquier : Je suis d'accord lorsque vous nous dites que la condition première du développement, c'est la stabilité politique et c'est la paix. C'est évidemment la vérité même. Il est intéressant de noter que parmi les 8 premières priorités que les pays du G7-G8 se sont données pour agir en Afrique en accord avec les Africains dans le cadre du NEPAD, la première est un ensemble de procédures, de moyens à mettre en œuvre pour la prévention des conflits et leur résolution. Le primat de la paix d'abord. La stabilité politique, oui, et l'Amérique latine est un exemple passionnant. Ce qui est remarquable est que dans les années 80-90, le meilleur fonctionnement institutionnel en Amérique latine s'est accompagné aussi de l'adoption de politiques économiques, de stabilité monétaire et financière, d'ouverture commerciale, de privatisations qui ont accompagné les progrès de la démocratie.

A Marcel Boiteux : Il est évident qu'il faut repenser l'aide publique au développement, qu'il faut trouver une nouvelle manière d'articuler l'aide publique et l'aide privée. A chaque fois que l'on peut « court-circuiter » des systèmes administratifs ou gouvernementaux douteux, il faut essayer de le faire.

*
* *